



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 15 mars 2021

SOMMAIRE

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Activité économique : les indicateurs conjoncturels de la Chine augmentent fortement au cours des deux premiers mois de 2021, en raison de la faible base de référence en 2020

Immobilier : poursuite de la forte hausse des prix sur le marché de l'immobilier, notamment dans les principales villes

Finances publiques : les recettes publiques sont en hausse de +18,7% au cours des deux premiers mois de 2021

Banque et finance [\(ici\)](#)

Ouverture financière : la Chine tente une plus grande flexibilité pour la conversion des devises des sociétés multinationales

Ouverture financière : la connexion du nord vers le sud du programme Bond Connect sera lancée dès le milieu de l'année

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine – US : ouverture tendue de la rencontre à Anchorage (Alaska)

Relation Chine – US : reprise des actions envers des entités chinoises

Relation Chine - UE : la Commission européenne a publié les offres d'accès au marché de l'accord bilatéral sur les investissements

Relation Chine – UE : les Etats membres s'entendent sur de possibles sanctions envers des officiels chinois

Relation Chine-Ukraine : l'Ukraine va reprendre le contrôle de Motor Sich, contre ses actionnaires chinois

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Extraterritorialité : le nouveau tribunal financier de Pékin a acquis une compétence extraterritoriale

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : les autorités renforcent l'encadrement du secteur des médias et des plateformes de streaming

Politique industrielle : dans la lignée du 14^{ème} plan quinquennal, Xi Jinping appelle à soutenir « le développement sain de l'économie de plateforme »

Politique industrielle : Xi Jinping publie un article dans Qiushi appelant à « travailler pour devenir un centre scientifique mondial important et un haut-lieu de l'innovation ».

Economie numérique : des applications chinoises développeraient des solutions pour contourner la nouvelle politique de confidentialité d'Apple

Télécommunications et propriété intellectuelle: Huawei demande des royalties de 2,50 USD (2,10 EUR) par unité aux marques de smartphone pour ses brevets 5G

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Développement durable : nouvelles dates de la COP15 biodiversité officialisées sur le site de la CDB : 11 au 24 octobre 2021

Environnement : la région de Pékin subit simultanément un pic de pollution atmosphérique et une tempête de sable

Développement durable : Xi Jinping demande d'incorporer l'atteinte du pic d'émissions et la neutralité carbone dans le schéma global de la civilisation écologique

Développement durable : lancement d'une action spéciale nationale contre la déforestation illégale

Infrastructures aéroportuaires : objectifs de construction de 30 nouveaux aéroports pendant le 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025

Energie : nouvelles directives pour le soutien aux énergies renouvelables ; objectif de 11 % d'éolien et de solaire dans le mix de consommation en 2021

Transport aérien : à la faveur d'une maîtrise de l'épidémie de COVID-19 sur le plan intérieur, rebond du trafic et de la demande

Aéronautique : Safran et son partenaire chinois AECC obtiennent l'autorisation de mise en production du moteur d'hélicoptère WZ16

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : nouvelles mesures pour développer la zone de Lingang à l'horizon 2025 - 2035

Zhejiang : signature de projets majeurs, investissement total de 582 Mds CNY

Wuhan : lancement d'un fonds de soutien au développement des « technologies clés ».

Jiangxi-automobile : le constructeur Geely annonce un projet de construction d'une usine de batteries électriques à Ganzhou, pour un investissement de 30 Mds CNY (3,8 Mds EUR).

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage à Hong Kong atteint son niveau le plus élevé en 17 ans à 7,2%

Secteur financier : Commerzbank et SBI annoncent la fermeture de leurs bureaux hongkongais

Bourse : les introductions en bourse à Hong Kong connaissent un début d'année record et la place remonte en 4ème rang du classement Z/YEN Group

Sanctions américaines : 24 noms ajoutés à la liste des officiels chinois et hongkongais soumis aux sanctions américaines

Macao

Economie : 3^{ème} série de mesures de soutien pour Macao

Casinos : lancement de la consultation publique pour le renouvellement des 6 licences de jeux au 2nd semestre 2021

Taiwan [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : PSMC annonce une hausse de son CA de 37% en 2020

Semi-conducteurs : ASML recrute 600 ingénieurs supplémentaires à Taiwan

Pénurie d'eau : un plan de 160 Mds TWD sur 10 ans pour améliorer les infrastructures

PIB : le TIER annonce une croissance économique de 4% en 2021

Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

Taux de change : Taiwan pourrait être accusée de manipuler la valeur du TWD par le Trésor US

Mongolie [\(ici\)](#)

Commerce international : les exportations nettes en hausse sur les deux premiers mois de l'année 2021

Moody's ratings : l'agence de notation améliore ses perspectives pour la Mongolie de négatives à stables, confirmant la note B3

Reprise de l'économie : le taux d'inflation de Mongolie en hausse à 2,6% en février 2021

Chine continentale

Conjoncture

Activité économique : les indicateurs conjoncturels de la Chine augmentent fortement au cours des deux premiers mois de 2021, en raison de la faible base de référence en 2020

Dans un contexte où la reprise se poursuit, l'activité économique de la Chine s'est accrue à un rythme rapide au cours des deux premiers mois de 2021, principalement en liaison avec la faible base de comparaison l'année dernière en raison de l'épidémie de Covid-19.

La production industrielle (en valeur ajoutée) augmente de +35,1% d'une année sur l'autre sur la période janvier-février, en hausse de +16,9% par rapport à la même période de 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +8,1% en moyenne sur la période. S'agissant de la ventilation par secteur, la production de l'exploitation minière augmente de +17,5% en g.a., avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +4,8% ; la production manufacturière de +39,5%, avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +8,4% ; la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau de +19,8%, avec une croissance annuelle moyenne sur deux ans de +5,5%.

Les investissements bruts en capital fixe augmentent de +35% en g.a. sur les deux premiers mois et de +3,5% par rapport à la même période de 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé de +1,7% en moyenne sur la période, selon les données du BNS : entre janvier et février, les investissements en infrastructures, les investissements manufacturiers et les investissements immobiliers augmentent respectivement de +36,6%, +37,3% et +38,3% par rapport aux deux premiers mois de 2020, et enregistrent respectivement des contractions moyennes de -1,6%, de -3,4% et une croissance annuelle moyenne de +7,6% sur la période. Sur les deux premiers mois, les investissements privés (+36,4% en g.a.) rebondissent plus fortement que les investissements publics (+32,9% en g.a.).

Les ventes au détail augmentent de +33,8% d'une année sur l'autre entre janvier et février, en hausse de +6,4% par rapport à la même période de 2019, ce qui correspond à une croissance annuelle de +3,2% en moyenne sur les deux ans. Il convient de noter que le chiffre d'affaires des restaurants rebondit de +68,9% en g.a., tout en enregistrant une contraction annuelle moyenne de -2,0% sur les deux ans. Hors secteur automobile qui enregistre une croissance de +77,6% en g.a. sur les deux premiers mois, les ventes au détail augmentent de +30,4% sur janvier-février 2021.

En outre, **le taux de chômage urbain** s'accroît légèrement de 5,4% en janvier à 5,5% en février, contre 6,2% en février 2020. Au cours des deux premiers mois de cette année, les nouveaux emplois créés ont atteint 1,48M, l'objectif fixé pour l'année 2021 lors des Lianghai au début mars étant 11M (contre 9M fixé et 11,86M atteint en 2020). *Nota Bene* : ce chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail (déterminant de l'évolution de la consommation des ménages), compte tenu des nombreux emplois détruits dans les services, consécutivement à la pandémie. Pareillement, le taux de chômage urbain ne

reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, variable d'ajustement du marché du travail, ainsi que le détail de certains segments, comme celui des jeunes diplômés.

Pour mémoire, la Chine publie normalement des données économiques sur une base mensuelle. Mais elle combine le bimestre de janvier et février en une seule unité, en raison de la variabilité des vacances du Nouvel An chinois, une période où les affaires chutent généralement fortement.

Immobilier : poursuite de la forte hausse des prix sur le marché de l'immobilier, notamment dans les principales villes

Les investissements immobiliers augmentent de +38,3% en g.a. au cours des deux premiers mois de 2021 et de +15,7% par rapport à la même période en 2019, en affichant ainsi une croissance moyenne de +7,6% au cours des deux ans. Entre janvier et février, les ventes immobilières en termes de superficie vendue et de chiffre d'affaires augmentent respectivement de +105% et de +133% par rapport aux deux premiers mois de 2020 et de +23,1% et de +49,6% par rapport à la même période en 2019, soit des taux de croissance annuels moyens de +11% et +22,3% sur les deux ans.

En février, les prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) continuent de croître fortement (à +10,8% en g.a. contre +9,6% en janvier). Dans les 31 villes de rang 2 et les 35 villes de rang 3, la progression des prix des logements anciens augmentent respectivement de +2,9% et de +1,9% en février contre +2,5% et +1,5% en janvier. On observe par ailleurs que le nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens est en hausse (55 sur 70 en janvier contre 49 en janvier).

Récemment, les régulateurs bancaires du Guangdong ont réprimé 277M RMB (42,6M USD) de prêts bancaires qui financent illicitement des transactions immobilières dans le cadre d'une campagne visant à modérer les tensions d'un marché immobilier en surchauffe. Les prêts ont été accordés à 920 emprunteurs sous forme de prêts à la consommation et à l'exploitation des entreprises, selon le régulateur bancaire du Guangdong. Les banques impliquées se sont vu intimer l'ordre de corriger leurs pratiques.

Finances publiques : les recettes publiques sont en hausse de +18,7% au cours des deux premiers mois de 2021

En raison de la faible base de référence en 2020, les recettes publiques enregistrent une forte hausse au cours des deux premiers mois de l'année 2021. Sur la période janvier-février, les recettes publiques augmentent de +18,7% en g.a., et en hausse de +6,9% par rapport à la même période de 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé de +3,4% sur la période. Ce rebond est principalement imputable à la reprise économique après le Covid-19. Les recettes fiscales enregistrent une croissance de +18,9%, alors que les recettes non-fiscales affichent une augmentation de +16,8% sur les deux premiers mois de 2021. Il convient de noter que les droits de timbre et les impôts sur la propriété immobilière (droits de mutation) augmentent particulièrement en enregistrant une forte croissance de +65,6% (dont les droits de timbre sur les titres +90,5%) et de +79,6% respectivement.

Au cours des deux premiers mois, les dépenses publiques augmentent de +10,5% en g.a. et en hausse de +7,3% par rapport à la même période de 2019, soit ainsi un taux de croissance annuel composé de +3,6% sur la période. Les dépenses augmentent particulièrement dans les domaines de la technologie scientifique (+27,6% en g.a.) ainsi que dans la culture et les divertissements (+20,5% en g.a.), domaines dans lesquels le gouvernement chinois a relativement moins dépensé durant le Covid-19.

Retour au sommaire ([ici](#))



Banque et finance

Ouverture financière : la Chine tente une plus grande flexibilité pour la conversion des devises des sociétés multinationales

Le 11 mars, la PBoC a annoncé le lancement d'un programme pilote permettant à des sociétés multinationales une plus grande flexibilité dans la conversion des devises. Certaines entreprises seront autorisées à acheter des devises quand elles le souhaitent - dans certaines limites - et à les déposer sur les comptes bancaires nationaux qu'elles utilisent pour les transactions transfrontalières. La SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*) déterminera les quotas dans la limite desquels les entreprises multinationales pourront acheter des devises sur la base des transactions transfrontalières qu'elles ont effectuées au cours de l'année précédente. Cet essai aura lieu à Pékin et à Shenzhen. Les sociétés multinationales locales et étrangères ayant « des notations relativement élevées » ont été invitées à participer à ce programme. Plus concrètement, les participants nationaux sélectionnés doivent avoir un revenu d'exploitation total d'au moins 10 Mds RMB (1,5 Md USD) et des transactions transfrontalières en devises domestiques et étrangères d'au moins 7 Mds RMB l'année précédente. Le revenu d'exploitation total des participants étrangers ne devra pas être inférieur à 2 Mds RMB l'année précédente. L'essai à Pékin ne concerne qu'une seule entreprise étrangère - *Royal Dutch Shell*. Les quatre autres participants sont tous des entreprises publiques contrôlées par le gouvernement central chinois : *Sinochem Group*, *COFCO Group*, *AVIC Corp* et *China General Technology Group*. Sinochem a réalisé la première transaction dans le cadre du programme, empruntant 10M USD pour ses filiales afin de régler des opérations en devises. *Transsion Holdings*, un fabricant de téléphones mobiles et le plus grand exportateur de smartphones vers l'Afrique, est l'un des cinq participants à Shenzhen. Les quatre autres n'ont pas été divulgués. Le programme pilote s'inscrit dans le cadre des efforts de la Chine en vue de l'internationalisation du yuan.

A l'heure actuelle, les entreprises multinationales doivent en principe demander l'approbation de la SAFE chaque fois qu'elles souhaitent acheter des devises en Chine dans le cadre du contrôle du compte de capital. De tels contrôles privent les entreprises de la liberté d'acheter et de vendre des devises à volonté pour se prémunir contre les fluctuations de change.

Ouverture financière : la connexion du nord vers le sud du programme Bond Connect sera lancée dès le milieu de l'année

Le 15 mars, Eddie Yu, directeur général de l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA), a révélé le calendrier du programme de connexion obligataire du nord vers le sud (*Southbound Bond Connect*), qui sera lancé dès le milieu de l'année. En février 2021, malgré les vacances du Nouvel An Chinois, la négociation des titres via le « *Bond Connect* » était toujours active et le volume de transactions quotidien moyen a maintenu une forte tendance au développement, atteignant 20,7 Mds RMB. 3731 transactions ont été négociées en février, pour un montant total de 310,3 Mds RMB. Les obligations du Trésor et les obligations de *policy bank* ont été les plus actives, représentant respectivement 43% et 37% du volume mensuel des transactions. De plus, en février, le « *Bond Connect* » a accueilli 24 nouveaux investisseurs étrangers sur le marché obligataire. A l'heure actuelle, le « *Bond Connect* » attire plus de 2 400 investisseurs institutionnels à travers le monde, et à fin février, les investisseurs étrangers détiennent environ au total 3,5% des obligations en RMB, soit 3567 Mds RMB. L'ouverture du *Southbound Bond Connect* est rendue possible par le fait que les autorités chinoises cherchent actuellement à atténuer les pressions haussières sur le yuan induites par les entrées de capitaux.

Le programme *Bond Connect* est un conduit lancé en juillet 2017 qui relie les marchés obligataires continentaux à ceux de Hong Kong. Jusqu'à présent, le programme est à sens unique, avec une seule connexion du sud en direction du nord (c'est-à-dire de Hong Kong au continent). Pour des raisons liées aux pressions baissières sur le RMB entre 2017 et 2020, le *Southbound Bond Connect*, attendu par les intervenants de marché depuis le lancement du *Connect*, paraissait un projet reporté *sine die*.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relation Chine – US : ouverture tendue de la rencontre à Anchorage (Alaska)

La première journée du dialogue sino-américain entre les duos Wang Yi - Yang Jiechi côté chinois et Antony Blinken - Jake Sullivan côté américain a été marquée par des allocutions d'ouverture tumultueuses. Les Etats-Unis ont annoncé vouloir discuter des profondes préoccupations concernant les actions de la Chine, notamment au Xinjiang, à Hong Kong et à Taïwan, les cyberattaques contre les Etats-Unis et la coercition économique exercée sur les alliés des Etats-Unis, en ajoutant que «chacune de ces actions menace l'ordre fondé sur des règles qui maintient la stabilité mondiale ». La diplomatie chinoise a quant à elle fortement critiqué la politique étrangère et commerciale des Etats-Unis, l'abus de leur force militaire et de leur hégémonie financière ainsi que des prétendues notions de sécurité nationale pour faire obstacle à des échanges commerciaux normaux et inciter certains pays à attaquer la Chine .

Après ce face-à-face public tendu, le ton serait redescendu à huis clos, un responsable américain affirmant que la conversation qui a suivi a été « substantielle, sérieuse et directe » et qu'elle avait « largement dépassé les deux heures imparties.

Les Etats-Unis ont annoncé plusieurs sanctions envers des entités chinoises (brève ci-dessous « Relations Chine – US : reprise des actions envers des entités chinoises ») tandis que la Chine a conféré une compétence extraterritoriale au nouveau tribunal financier de Pékin (brève ci-dessous « Extraterritorialité : le nouveau tribunal financier de Pékin a acquis une compétence extraterritoriale »).

Cette visite des diplomates chinois en Alaska, prévue sur deux jours, constitue la première rencontre entre dirigeants chinois et américains depuis l'élection de Joe Biden à la Maison Blanche.

Relation Chine – US : reprise des actions envers des entités chinoises

Le 17 mars, à la veille de la rencontre sino-américaine à Anchorage, l'administration Biden a annoncé la mise en place de plusieurs mesures à l'encontre de la Chine :

- (1) Le département au Commerce a [assigné](#) à comparaître plusieurs entreprises chinoises, sans les nommer, dans le secteur des télécommunications afin de déterminer si elles présentent un risque pour la sécurité nationale.

Une telle action est possible depuis le décret signé par Donald Trump "*Securing the Information and Communications Technology and Services Supply Chain*", pour lequel le département du Commerce a [publié](#) des règles d'application le 19 janvier.

- (2) La Commission fédérale des communications (FCC) a [déclaré](#) qu'elle avait entamé la procédure de révocation de l'autorisation permettant à China Unicom Americas ainsi qu'à Pacific Networks et sa filiale ComNet de fournir des services de télécommunications aux Etats-Unis.

La FCC a ouvert une procédure similaire en décembre envers China Telecom. Le régulateur avait émis des ordonnances en avril ([voir les brèves de la semaine du 27 avril 2020](#)) avertissant d'un possible retrait des licences d'exploitation de de China Unicom, China Telecom et Pacific Networks.

- (3) Le *US Department of State* a annoncé des sanctions envers 24 officiels chinois et hongkongais accusés d'avoir « réduit le haut niveau d'autonomie de Hong Kong ». La plupart étaient déjà sanctionnés par le Trésor (plus de détails dans la brève de la section Hong Kong).

Relation Chine - UE : la Commission européenne a publié les offres d'accès au marché de l'accord bilatéral sur les investissements

La Commission européenne a [publié](#) le 12 mars les listes d'engagements d'accès au marché convenus dans le cadre de l'accord UE-Chine sur les investissements (CAI), conclu en principe le 30 décembre 2020 ([voir les brèves de la semaine du 4 janvier 2021](#))

La Commission félicite les « engagements substantiels de la Chine dans le secteur manufacturier qui représente plus de la moitié du total des investissements de l'UE en Chine » et les avancés dans le secteur des services. Le CAI apporte en effet une ouverture supplémentaire dans le secteur des voitures électriques et des services:

Voitures électriques : l'accès au marché sera totalement ouvert pour les nouveaux entrants ayant des projets d'investissements supérieurs à 1 Md USD.

Soins de santé privés : le CAI va supprimer les exigences de *joint-venture* pour les établissements médicaux privés établis dans 8 zones (Shanghai, Pékin, Tianjin, Nanjing, Suzhou, Fuzhou, Guangzhou, Shenzhen et Hainan).

Services de cloud : l'interdiction actuelle des investissements étrangers sera levée mais limitée à 50 % du capital.

Services auxiliaires de transport aérien : le CAI comprend des engagements de la Chine en matière de non-discrimination et d'accès au marché pour les services de la manutention au sol, la vente et le marketing et les systèmes informatisés de réservation.

Services aux entreprises : engagements contraignants visant à éliminer les exigences en matière de *joint-venture* pour les services suivants : immobilier, services de location et de crédit-bail, réparation et entretien des transports, publicité, conseil en gestion et traduction.

Outre les ouvertures sectorielles susmentionnées, le CAI établit également des dispositions visant à faciliter la circulation des cadres (qui peuvent travailler dans l'UE ou en Chine jusqu'à trois ans sans restriction liées aux marchés du travail ou aux quotas) et des voyageurs d'affaires (qui peuvent se rendre librement dans l'UE ou en Chine avant d'effectuer un investissement).

Relations Chine – UE : les Etats membres s'entendent sur de possibles sanctions envers des officiels chinois

Les 27 Etats membres se sont accordés le 17 mars sur de possibles sanctions (interdictions de visas et gels des avoirs), envers quatre officiels chinois et une personne morale pour violation des droits humains au Xinjiang. La décision doit être approuvée à l'unanimité le 22 mars, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Il s'agirait des premières sanctions européennes envers la Chine depuis l'embargo imposé sur les armes en 1989, suivant les répressions violentes des manifestations de la place Tian'anmen.

Les organes de propagande chinois ont [réagi](#) en menaçant l'UE de contre-mesures si de telles sanctions venaient à être prises.

Relations Ukraine-Chine : L'Ukraine va reprendre le contrôle de Motor Sich, contre ses actionnaires chinois

Invoquant des motifs de sécurité nationale et des risques de transfert de technologie sensible, M. Oleksiy Danilov, chef de la Conseil national de sécurité et de défense d'Ukraine (NDSC), a récemment [annoncé](#) l'intention de son pays de reprendre le contrôle de Motor Sich, constructeur de moteurs d'avions et hélicoptères. Cette entreprise ukrainienne produit notamment le Progress D-18T, qui équipe les avions tout-cargo Antonov An-124 Ruslan et An-225 Mriya, mais développe également des équipements de défense. Privatisée au cours des années 1990, l'entreprise Motor Sich est progressivement passée à partir de 2016 sous l'égide d'un actionnaire principal, la société chinoise Skyrizon, procédure qui n'a toutefois jamais été finalisée du fait de contentieux juridiques. Depuis l'an dernier, Skyrizon figure sur [la liste des Military End Users \(MEU\)](#) du Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce des Etats-Unis, en raison de ses liens entretenus avec l'Armée populaire de libération. Fin janvier, le président ukrainien M. Volodymyr Zelensky avait décidé d'imposer des sanctions contre Skyrizon et ses dirigeants, dont son président, M. WANG Jing, leur interdisant pendant trois ans d'investir dans une société ukrainienne (Voir Brèves du SER, [semaine du 1^{er} février](#)).

Brève rédigée par le pôle aéronautique

Retour au sommaire ([ici](#))



Climat des affaires

Extraterritorialité : le nouveau tribunal financier de Pékin a acquis une compétence extraterritoriale

Le 17 mars, à la veille de la rencontre sino-américaine à Anchorage, la Cour populaire suprême chinoise [a conféré](#) au nouveau tribunal financier de Pékin une compétence extraterritoriale. Celui-ci sera compétent pour les litiges relatifs aux valeurs mobilières et impliquant des sociétés chinoises ou étrangères cotées à l'étranger, ainsi que dans les cas de violations légales présumées par des "fournisseurs étrangers d'autres produits ou services financiers".

L'annonce de la Cour suprême a précisé que cette démarche vise à « accroître l'influence internationale » et à « améliorer l'application extraterritoriale des lois chinoises ».

Le tribunal financier de Pékin est le deuxième de ce type en Chine, après celui de Shanghai, qui a été créé en août 2018.

Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) avait annoncé dans son rapport de travail ([voir les brèves de la semaine du 8 mars 2021](#)) que la Chine accéléra le travail législatif concernant les affaires externes afin de « mettre à jour sa boîte à outils juridique » pour « répondre aux sanctions, ingérences, et à l'application extraterritoriale des lois étrangères. Pour rappel, la Chine s'est doté d'une loi extraterritoriale en octobre 2020, la loi sur le contrôle des exportations, s'inspirant de la législation américaine en la matière ([voir les brèves de la semaine du 19 octobre 2020](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))



Industrie et numérique

Economie numérique : les autorités renforcent l'encadrement du secteur des médias et des plateformes de streaming

L'Administration Nationale pour la Radio et la Télévision [a publié](#) le 16 mars 2021 un [projet](#) (draft) de loi pour mettre à jour la régulation du secteur audiovisuel en Chine, dont la dernière version datait de 1997 (mise à jour plusieurs fois depuis). Ce nouveau cadre réglementaire prend notamment en compte les plateformes de streaming en ligne (IQiyi, Bilibili, Tencent Videos...), qui seront soumises au même encadrement que les diffuseurs traditionnels, à savoir les chaînes de télévision et stations de radio. La loi prévoit l'application de critères stricts pour réguler les contenus. Est notamment prohibé tout ce qui dénigre la culture traditionnelle chinoise ou la culture révolutionnaire. Les stations de diffusion étrangères doivent recevoir une autorisation de la part de l'Administration Nationale pour la Radio et la Télévision et les stations locales doivent également obtenir une autorisation pour coopérer avec des diffuseurs étrangers, ce qui pourrait donc également s'appliquer aux collaborations sur les plateformes internet.

L'article 48 prévoit de renforcer l'unification de l'industrie des médias, aujourd'hui très fragmenté, notamment géographiquement. Cette volonté a été [mentionnée](#) dans le 14^{ème} plan quinquennal et s'inscrit dans la continuité de la création, en octobre 2020, de l'entreprise China Broadcasting Network (中国广电网络股份有限公司). Parmi ses [investisseurs](#) minoritaires, le groupe compte des entités de natures diverses : State Grid (groupe électrique national), des groupes de média publics locaux (Guangdong, Pékin, Mongolie intérieure...), mais aussi le groupe Alibaba (investisseur dans Bilibili), auquel le gouvernement chinois aurait récemment donné l'instruction de désinvestir du secteur des médias [selon le Wall Street Journal](#). Selon une source [citée](#) par Yicai, la création de cette nouvelle plateforme engendrerait des résistances au niveau des administrations locales. Malgré cette forte volonté d'intégration, les gouvernements locaux sont appelés (article 46) à développer l'industrie des médias en mettant en place des mesures incitatives (financements, facilités de crédit etc.), qui pourraient donc résulter en une concurrence accrue entre les gouvernements locaux pour devenir le centre d'une industrie qui tend à se concentrer.

Dans le même temps, l'Administration d'Etat pour la Régulation du Marché (SAMR) a publié le 15 mars de [nouvelles règles](#) afin d'étendre le cadre de la loi e-commerce, présentée en 2019, aux activités de ventes en livestreaming. En particulier, ces plateformes sont dans l'obligation de conserver les enregistrements des séances de vente pendant trois ans, de recueillir le consentement explicite des utilisateurs, déjà mentionné dans le projet de loi sur la protection des données personnelles, ou encore la prohibition des pratiques d'« exclusivité forcée », déjà épinglées dans le cadre [de mesures anti-monopole](#) contre les groupes numériques. A noter que Tencent, Didi, Baidu et Alibaba ont été [sanctionnés](#) dans le cadre de ces mesures le 12 mars à cause d'acquisitions qui auraient renforcé leur position dominante sur le marché.

Politique industrielle : dans la lignée du 14^{ème} plan quinquennal, Xi Jinping appelle à soutenir « le développement sain de l'économie de plateforme »

Le 15 mars 2021, Xi Jinping a présidé [une réunion](#) de la Commission Centrale pour les Affaires économiques et financières dont les thèmes étaient le « développement sain de l'économie de plateforme » et la décarbonation de l'économie chinoise. Sur le premier sujet, le communiqué officiel fait état d'un développement satisfaisant de

l'économie de plateformes en Chine mais note qu'il reste un certain nombre de « risques » et de « lacunes » dans le système de supervision. La reconstruction d'un système de gouvernance « sain » de ce secteur est préconisée, les entreprises étant invitées à « conserver des orientations politiques correctes » (要坚持正确政治方向). Le contrôle des activités des entreprises sera donc renforcé pour protéger les intérêts des masses, assurer la « stabilité social » et s'assurer que les entreprises adhèrent aux stratégies nationales de développement technologique.

Le réforme de la régulation des plateformes est explicitement mentionnée, de même que la lutte contre les monopoles, la régulation des activités de fintech et la protection des données et la responsabilité des plateformes dans la protection de ces dernières.

Politique industrielle : Xi Jinping [publie](#) un article dans Qiushi appelant à « travailler pour devenir un centre scientifique mondial important et un haut-lieu de l'innovation ».

Le président chinois reprend systématiquement les priorités technologiques énoncées dans le 14^{ème} plan quinquennal : quantique, production avancée, édition génétique, production verte etc. L'application du numérique (IA, big data...) à l'économie réelle, la montée en gamme de l'appareil industriel, les réformes dans l'allocation des ressources, la fusion civilo-militaire et la mise en place de laboratoires nationaux sont à nouveau identifiées comme des stratégies structurantes.

Xi Jinping note cependant qu'un certain nombre de problèmes structurels persistent. En particulier, le dirigeant chinois pointe les lacunes en matière de recherche fondamentale, dénonçant le fait que les entreprises s'en désintéressent et ne réaliseraient donc pas de percées majeures dans les secteurs des puces avancées, des machines-outils ou des logiciels de production. Pour Xi Jinping, la Chine doit oser faire des « coups offensifs » (先手棋- allusion au jeu d'échec) pour « briser le plafond de verre » dans le but de s'affirmer comme une puissance mondiale des sciences et technologies. Bien que Xi se félicite de l'adoption de 143 des 110 mesures proposées en 2015 pour réformer le système chinois des sciences et technologies, le dirigeant chinois déplore les nombreuses inefficacités persistantes dans l'organisation des projets de recherche et l'allocation des ressources, dues notamment à un grand nombre de doublons administratifs. Le système actuel de formation et d'attraction de talents de haut niveau est également remis en cause, une réforme des critères d'évaluation (moins quantitatifs) étant suggérée pour les chercheurs, qui sont par ailleurs incités à devenir parties prenantes de leurs projets de recherche.

A ce titre, Xi Jinping rappelle que les entreprises sont l'élément central et la force motrice de l'innovation, rappelant le rôle que celles-ci sont appelées à jouer dans le projet national de faire de la Chine un leader scientifique mondial. La mobilisation de leurs ressources d'innovation (financements, talents, données, propriété intellectuelle) est perçue comme clé pour atteindre les objectifs fixés dans les priorités nationales parmi lesquels la production indigène de semi-conducteurs, le développement de technologies de rupture en intelligence artificielle (notamment pour des applications militaires), ou encore la construction de systèmes de communication « sécurisés et contrôlables » (quantiques, logiciels, hardware...).

La volonté de développer des capacités d'innovation autonome est répétée plusieurs fois comme une voie dont la Chine « est déterminée à ne pas dévier » (矢志不移), l'innovation indigène étant « la seule voie pour atteindre le sommet du monde scientifique » (自主创新是我们攀登世界科技高峰的必由之路). Cette volonté

d'indépendance est justifiée par le fait que « la pratique » a enseigné à la Chine que les technologies fondamentales ne peuvent être achetées et doivent être développées de façon souveraine pour être « indépendants et contrôlables » (自主可控).

Dans le même temps, le président chinois affirme vouloir que la Chine participe davantage à la gouvernance scientifique mondiale en apportant la contribution de la « sagesse chinoise » (中国智慧) à la construction d'une « communauté de destin partagé ». L'influence de La Chine au sein de l'UNESCO s'est notamment [renforcée](#) ces dernières années, y compris en faisant la promotion d'initiatives estampillées Nouvelles Routes de la Soie (BRI) liées à l'innovation, de tels projets étant pour l'instant limités. En effet, pour le dirigeant chinois, le développement d'une autonomie technologique doit se faire dans un environnement ouvert, la Chine devant accueillir les coopérations technologiques avec l'étranger. La volonté affichée de « rassembler l'air des quatre mers et emprunter la force des huit côtés » (四海之气, 借八方之力) renvoie à la volonté d'attirer en Chine l'innovation issue de l'étranger dans la continuité de la doctrine « introduire, digérer, absorber et ré-innover » (引进, 消化, 吸收, 再创新) suggérée par le gouvernement chinois en 2006 dans le but de favoriser les transferts de technologies étrangères au bénéfice de la Chine.

Economie numérique : des applications chinoises développeraient des solutions pour contourner la nouvelle politique de confidentialité d'Apple

Selon le [Financial Times](#), ByteDance, Tencent, ou encore Baidu, prépareraient des solutions techniques pour contourner les nouvelles conditions d'utilisation d'Apple prévues dans la prochaine mise à jour iOS 14.5. Celles-ci prévoient d'obtenir le consentement des utilisateurs pour collecter certaines données (identifiant IMEI spécifique à l'appareil utilisé, données de localisation...), ce qui pourrait avoir des conséquences importantes pour les revenus publicitaires de ces entreprises, qui sont en grande partie basés sur la personnalisation du contenu. A titre d'exemple, ByteDance, maison-mère de l'application TikTok, aurait [perçu](#) près de 27 Mds USD (22,6 Mds EUR) en revenus publicitaires sur les 30 Mds USD (25 Mds EUR) de son chiffre d'affaires en 2020.

Forte de 2 000 membres, la China Advertising Association (CAA) a développé le système CAID, que ByteDance a présenté comme un possible substitut permettant de tracer les utilisateurs dans le cas où ces derniers refuseraient d'accorder l'accès à leur *Identifier for Advertisers* (IDFA) compilé par le système iOS. Bien que la CAA nie que l'intention du CAID soit de contourner les restrictions d'Apple, l'entreprise américaine a déclaré s'opposer à toute mesure de contournement et travailler à des solutions pour les bloquer.

Télécommunications et propriété intellectuelle: Huawei demande des *royalties* de 2,50 USD (2,10 EUR) par unité aux marques de smartphone pour ses brevets 5G

Le 16 mars, Ding Jianxin, directeur de la propriété intellectuelle du groupe Huawei, a [dévoilé](#) le montant des redevances que l'entreprise demanderait aux fabricants de smartphones utilisant ses brevets 5G. ce prix est fixé à 2,50 USD (2,10 EUR). Nokia et Ericsson, dont les activités se concentrent sur la partie réseau, avaient précédemment fixé des montants de 3 EUR par smartphone pour Nokia et entre 2,50 et 5 USD pour Ericsson (2,10- 4,20 EUR). Huawei est un contributeur majeur dans l'élaboration des normes internationales de cette technologie ([15,39% des brevets mondiaux](#)), notamment au sein de l'organisation 3GPP, dont le travail est

[toujours en cours](#) (en attente de la 17^{ème} release de normes). A ce titre, le groupe de Shenzhen [déclare](#) détenir 3 007 brevets relatifs aux technologies 5G, dont 18,3% sont reconnues comme « essentiels à la norme » (SEP).

L'utilisation de ce type de brevets par une entreprise tierce implique le paiement d'une redevance selon des termes *fair, reasonable and non-discriminatory* (FRAND), qui prévoient qu'une entreprise qui détient une telle technologie se doit de vendre sa licence à toute entreprise selon des modalités « justes, raisonnables et non-discriminatoires ». Ces paiements peuvent représenter une manne financière pour les entreprises les plus innovantes : en 2017, Nokia a par exemple perçu 1,65 Md EUR de paiements pour ses SEP, ce qui a représenté 7% du chiffre d'affaires du groupe cette année-là. Cette manne pourrait permettre à Huawei de compenser en partie [la chute](#) de ses ventes de smartphones (-41% en g.a au T4 2020), bien que le redéploiement vers de nouvelles activités (automobile, industrie, cloud...) semble constituer le cœur de la stratégie du groupe.

Par le passé, les entreprises chinoises ont dû verser des sommes considérables à leurs concurrentes étrangères pour avoir le droit d'utiliser des technologies considérées comme des normes mondiales. Le gouvernement souhaite donc renforcer la capacité des entreprises chinoises à imposer leurs propres technologies comme standards de référence afin d'inverser ces flux financiers. Le développement juridique autour des SEP en Chine est à ce titre particulièrement révélateur, certains commentateurs [évoquant](#) la possibilité pour la Chine, comme d'autres pays avant elle, d'avoir une juridiction extraterritoriale fixant le montant des redevances de SEP à l'échelle mondiale.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Développement durable : nouvelles dates de la COP15 biodiversité officialisées sur le site de la CDB : 11 au 24 octobre 2021

Le site officiel de la Convention des Nations Unies pour la biodiversité biologique (CBD) a [annoncé](#) le 18 mars que la quinzième conférence des parties (COP15) à la CBD se tiendrait du 11 au 24 octobre 2021 à Kunming, dans le Yunnan. Cette conférence était initialement prévue en octobre 2020 et avait une première fois été reportée en mai 2021.

Les dates et modalités des prochaines réunions préparatoires SBSTTA-24 (Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice) et SBI-3 (Subsidiary Body on Implementation) ne sont pas encore déterminées, bien que le secrétariat de la CDB évoque la seconde moitié du mois d'avril et le mois de mai 2021. La troisième réunion du groupe de travail à composition non-limitée (OEWG-3) sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 devrait se dérouler en août 2021.

Pour suivre le calendrier des événements relatifs à la CBD : [Calendrier des réunions du SCDB \(cbd.int\)](#)

Environnement : la région de Pékin subit simultanément un pic de pollution atmosphérique et une tempête de sable

La région de Pékin subit depuis une dizaine de jours un pic de pollution atmosphérique aux particules fines PM2.5. Ce pic, bien que comparable à des niveaux atteints plusieurs fois par an dans la capitale chinoise, a été particulièrement commenté par les observateurs en raison de sa concomitance avec les *lianghui*, temps fort annuel de la vie politique chinoise pendant lequel les autorités prennent habituellement des mesures drastiques pour afficher un ciel bleu dans Pékin. Jeudi 11 mars, le ministre de l'Écologie et de l'environnement (MEE), M. HUANG Runqiu, a effectué une [inspection-surprise](#) chez plusieurs producteurs d'acier de Tangshan, une ville située à 200 kilomètres de Pékin. Quatre d'entre eux étaient en infraction par rapport aux réglementations environnementales et auraient falsifié leurs registres de production pour le dissimuler.

Lundi 15 mars, ce pic de pollution a été doublé par une tempête de sable particulièrement violente, les niveaux de concentration atteignant par endroits environ 2000 µg/m³ de particules PM10. Les autorités ont estimé qu'il s'agissait de la tempête la plus forte depuis une dizaine d'années. Ce type de phénomène se produit régulièrement au printemps à cause de la sécheresse de l'air et l'absence d'herbe pour couvrir les sols en cette saison. Le centre météorologique national estime que le caractère exceptionnel de cette tempête est dû à une conjonction de facteurs : une température anormalement élevée pour la saison en Mongolie intérieure, une période de sécheresse et une zone de pression atmosphérique élevée en Sibérie qui a provoqué des vents violents en direction du sud-est. Depuis une dizaine d'années, les tempêtes de sable dans le nord-est de la Chine avaient baissé en intensité, sous le double effet du changement climatique et des politiques de reforestation et de lutte contre la désertification.

Développement durable : XI Jinping demande d'incorporer l'atteinte du pic d'émissions et la neutralité carbone dans le schéma global de la civilisation écologique

Le Président chinois XI Jinping a présidé le 15 mars dernier la neuvième réunion de la Commission centrale des affaires financières et économiques. L'un des deux sujets de cette réunion économique était consacré aux engagements environnementaux de la Chine. Il a estimé que l'atteinte du pic d'émissions et de la neutralité carbone représentait une transformation économique et sociale systémique et qu'à ce titre elle devait être intégrée dans le schéma global de construction de la « civilisation écologique », afin d'assurer la bonne mise en œuvre des engagements.

Il a résumé les dispositifs-clés pris par la Chine à l'occasion du 14^{ème} plan quinquennal :

- (i) établir un système énergétique efficace et sobre en carbone avec un contrôle de la consommation des énergies fossiles, et en même temps établir un nouveau système électrique basé sur les nouvelles énergies ;
- (ii) renforcer les actions de contrôle de la pollution et des émissions de carbone dans des secteurs clés, notamment les secteurs industriel, des bâtiments et des transports ;
- (iii) promouvoir les innovations technologiques « vertes » et leur application ;
- (iv) améliorer les politiques fiscales, financières, foncières et de prix en faveur du développement sobre en carbone, entre autres le « double contrôle » de la consommation et de l'intensité énergétiques et les échanges de quotas d'émissions carbone ;
- (v) encourager les modes de vie bas carbone ;
- (vi) renforcer la capacité des puits de carbone et augmenter leur volume en améliorant la planification de l'espace ;
- (vii) renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le changement climatique, promouvoir l'élaboration des normes et règlements internationaux et construire une route de la soie verte.

La commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) et le ministère des Ressources naturelles (MNR) y ont fait des rapports sur les mesures principales pour atteindre le pic d'émissions et la neutralité carbone.

Développement durable : lancement d'une action spéciale nationale contre la déforestation illégale

Selon le [Quotidien du Peuple](#), l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA) a lancé le 17 mars dernier une action spéciale pour la lutte contre la déforestation à l'échelle nationale. La NFGA va, au travers de cette action prévue jusqu'à la fin de cette année, procéder à des inspections au niveau local et, le cas échéant, rectifier les actes illégaux qu'elle pourrait découvrir, notamment le défrichement et l'abattage illégaux. Les politiques publiques locales et les règlements publiés par les gouvernements locaux feront également l'objet d'un examen par la NFGA. L'action se concentre sur les zones vulnérables en termes de biodiversité ou sensibles en raison de leur gouvernance, telles que les aires protégées, les parcs de forêts, les zones humides et les exploitations forestières d'Etat. Conformément au plan sur le système de chefs de forêts publié par le Conseil des affaires de l'Etat le 12 janvier dernier (cf. [brèves du SER de la semaine du 11 janvier 2021](#)), cette action contre la déforestation constitue l'une des principales missions des chefs de forêts (fonction souvent dévolue aux

secrétaires des comités du PCC ou des gouvernements locaux) et les résultats composeront un élément important dans l'évaluation du travail des chefs de forêts.

Pour mémoire, la nouvelle loi chinoise sur les forêts est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier renforçant le contrôle des infractions relatives à la déforestation. La rédaction de cette nouvelle loi comporte une ambiguïté en ce qui concerne la déforestation importée ; selon ce document, « aucune unité ou individu ne peut acheter, transformer ou transporter du bois dont il sait clairement qu'il a été abattu illégalement », sans préciser l'origine du bois (domestique ou étrangère).

Energie : nouvelles directives pour le soutien aux énergies renouvelables ; objectif de 11 % d'éolien et de solaire dans le mix de consommation en 2021

Le 12 mars dernier, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le ministère des Finances, la Banque populaire de Chine (PBoC), la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances (CBIRC) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) ont publié conjointement un [avis](#) pour encourager le soutien financier aux énergies renouvelables. Les directives visent à mobiliser les autorités gouvernementales locales et les institutions financières concernées pour aider les entreprises du secteur et à soutenir un développement « sain et ordonné » de l'éolien, du solaire et de la biomasse, sans pour autant donner de mesures chiffrées. La publication de ce document intervient dans un contexte où le secteur des énergies renouvelables connaît des difficultés en lien avec les retards de paiement de subventions et la disparition de celles-ci pour les nouveaux projets à compter de cette année.

Par ailleurs, la NEA a également publié un [appel à commentaires](#) relatif au développement de l'éolien et du solaire en 2021. D'après le document, ces énergies intermittentes devront compter pour 11% de la consommation totale d'électricité cette année (contre environ 9% en 2020). Concernant les objectifs provinciaux, la NEA annonce que les objectifs en matière d'installations éoliennes et solaires seront remplacés par des objectifs à atteindre sur la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique provincial. Cette mesure est cohérente avec la volonté chinoise de mieux intégrer la production renouvelable des installations déjà existantes dans un contexte où certaines provinces font face à des problèmes de surcapacité. Pour mémoire, la NEA avait déjà publié mi-février des objectifs provinciaux annuels de consommation d'énergie renouvelable jusqu'en 2030 (voir [Brèves du SER de Pékin - semaine du 15 février](#)). Enfin, plusieurs mesures concernent l'éolien offshore, dont la NEA indique qu'elle organisera une révision de la planification provinciale dans le cadre du 14^{ème} plan quinquennal. Des mesures de planification et de gestion spécifiques à l'énergie éolienne en mer profonde seront publiées (sans que la NEA ne précise l'échéance) et des projets de démonstrations seront lancés. Là encore, la NEA exhorte les autorités locales à mettre en place des politiques d'incitation telles que des subventions à l'investissement et au rachat de l'électricité pour le secteur de l'éolien offshore.

Infrastructures aéroportuaires : objectifs de construction de 30 nouveaux aéroports pendant le 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) [a annoncé](#) la construction de 30 nouveaux aéroports civils au cours du 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025, qui viendraient s'ajouter aux 243 aéroports certifiés par la CAAC à ce jour. Ces infrastructures sont conçues pour absorber le volume de 2 milliards de passagers attendu en 2025, à l'issue du plan. Ces déclarations s'inscrivent dans le contexte de « Vision 2035 » pour les infrastructures de

transport, qui visent la mise en service de [400 aéroports d'ici 2035](#), soit une croissance conséquente de près de plus de 150 aéroports par rapport à aujourd'hui, avec une mise en service d'ici moins de 15 ans d'une dizaine d'aéroports chaque année en moyenne.

Transport aérien : à la faveur d'une maîtrise de l'épidémie de COVID-19 sur le plan intérieur, rebond du trafic et de la demande

Dans le contexte de l'arrêt de l'obligation pour les passagers de présenter un test négatif au COVID-19 de moins de 7 jours pour accéder à Pékin, les vols intérieurs quotidiens entrant dans la capitale sont [en hausse](#) cette semaine de 20% par rapport à la semaine dernière (à près de 1700 vols par jour), exception faite de la journée du 15 mars, au cours de laquelle plus de [400 vols ont été annulés](#), en raison d'une tempête de sable exceptionnelle. L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) [a notamment rappelé](#) le 15 mars son objectif de porter en 2021 le trafic aérien intérieur chinois à 90% du volume constaté en 2019, en accompagnant les compagnies aériennes pour minimiser leurs pertes et maximiser leurs profits, et en simplifiant les accès aériens pour les liaisons entre les aéroports régionaux et les grands hubs nationaux de Pékin, Shanghai et Canton. Avec un contrôle de l'épidémie de COVID-19, un relâchement des mesures sanitaires, et sans doute en lien avec un besoin d'évasion et des conditions météorologiques plus clémentes, la demande de services aériens pourrait être soutenue en perspective des fêtes chinoises à venir. L'agence de voyages en ligne chinoise Trip.com prévoit 100 millions de touristes nationaux pendant les vacances de Qingming (autour du 4 avril). Les acteurs du tourisme espèrent une confirmation de cette embellie, avec une reprise de la fréquentation au niveau de celle de 2019.

Aéronautique : Safran et son partenaire chinois AECC obtiennent l'autorisation de mise en production du moteur d'hélicoptère WZ16

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a délivré le 11 mars dernier à Safran Helicopter Engines et Aero Engine Corporation of China (AECC) le [certificat de production](#) (PC en anglais), augurant la phase d'industrialisation du moteur WZ16, destiné notamment à équiper l'hélicoptère AC352 d'AVIC, appareil utilitaire avec une masse d'emport de 7 à 8 tonnes, lui-même issu d'une coopération avec Airbus (déclinaison chinoise du H175). Le moteur WZ16, qui avait obtenu la [certification de type \(TC\)](#) par la CAAC en octobre 2019, a été développé pour le marché chinois par SHE en coopération avec Harbin Dongan Engine (groupe AECC). Il s'agit de la version chinoise de son moteur Ardiden 3C, certifié par l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (EASA) en avril 2018. Pour mémoire, l'hélicoptère AC352 a fait son vol inaugural en décembre 2016. La certification de type de cet appareil est [en cours](#) et reste espérée pour 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))



Actualités régionales

Shanghai : nouvelles mesures pour développer la zone de Lingang à l'horizon 2025 - 2035

Durant une conférence de presse le 16 mars, le directeur adjoint de la Commission National de Réforme et de Développement de Shanghai M. Chen Shiyan a dévoilé un plan de développement pour la nouvelle zone de Lingang d'ici 2025. Etendue à plus de 100 km² en août 2019, la nouvelle zone de Lingang est une zone pilote de libre-échange située au Sud de l'aéroport de Pudong et concentrant avantages fiscaux, administratifs et industriels pour les implantations d'entreprises étrangères et nationales. Le plan de développement cible une première étape en 2025 avec la constitution d'une zone intégrée sur le plan urbain et industriel dans un rayon de 15 minutes du centre de la zone. La deuxième étape, en 2035, vise une zone intégrée sur l'ensemble de sa surface, bénéficiant de services publics modernes, avantageux et attractifs, en particulier pour les jeunes générations : le plan met en avant l'implantation de plateformes d'apprentissage et d'institutions d'éducation.

[Source : Shanghai Observer](#)

Zhejiang : signature de projets majeurs, investissement total de 582 Mds CNY

Le 17 mars, le gouverneur de la province du Zhejiang et le secrétaire du Parti ont conjointement inauguré la signature de 361 projets dans la province pour un investissement total de 582 Mds CNY. Les principaux secteurs ciblés sont l'innovation scientifique et technologique, les industries avancées, les infrastructures, la qualité de vie des habitants et l'agriculture. Les industries de haute technologie représenteraient 56,8 % de l'investissement total.

[Source : Zhejiang News](#)

Wuhan : lancement d'un fonds de soutien au développement des « technologies clés ».

Le gouvernement de la Zone économique spéciale de la « Vallée optique » de Wuhan a publié une directive sur le soutien au développement des « technologies clés » (硬核科技) à travers la constitution d'un fonds abondé à hauteur de 500 M CNY (64 M EUR) chaque année. Les technologies ciblées sont détaillées et réparties en 3 catégories, qui correspondent aux points forts traditionnels de la Vallée optique mais traduisent également un effort de montée en gamme :

- logiciels de base : recherche et développement de systèmes d'exploitation, de systèmes de base de données, de logiciels de sécurité, de logiciels industriels.
- intelligence artificielle : véhicules connectés et intelligents, fabrication intelligente, soins médicaux intelligents, design et construction intelligents et applications des technologies d'intelligence artificielle dans les domaines des neurosciences, de la reconnaissance vocale ou de l'interaction homme-ordinateur.
- semi-conducteurs : télécommunications, terminaux intelligents, électronique automobile, communication quantique, robotique, Internet des objets. Les technologies décrites comme

« prioritaires » sont les matériaux avancés pour semi-conducteurs, les puces photoniques, les systèmes micro-électromécaniques (MEMS), les transistors à effet de champ à semi-conducteur à oxyde métallique (metal-oxide-semiconductor field-effect transistor ou MOSFET), transistors bipolaires à grille isolée (IGBT) et les logiciels de type EDA (Electronic Design Automation).

Le nouveau fonds a pour mission d'allouer des subventions aux entreprises de ces secteurs afin de soutenir leur effort de R&D selon les modalités suivantes : les investissements d'un montant supérieur à 5 M CNY consentis par une entreprise pour l'achat d'équipements nécessaires aux activités de R&D dans les domaines cités ci-dessus seront prises en charge à hauteur de 30%, avec un plafond de dépenses de 10 M CNY par entreprise. L'achat d'équipements chinois sera encouragé. Afin d'encourager les investissements à augmenter leur effort d'innovation, une entreprise pourra en outre bénéficier d'une subvention après la phase de recherche et développement et dans la limite de 3 M CNY. Pour favoriser le recrutement de talents, une subvention de 200 000 CNY maximum sera allouée pour le recrutement d'un « talent crucial qui comble un manque pour le développement d'une technologie clé ».

Le bureau de l'innovation et du développement de la Vallée optique a précisé que les entreprises cibles cumulent trois caractéristiques : des obstacles technologiques importants, des investissements élevés en R&D et d'importants besoins en talents spécialisés. La création de ce fonds est explicitement reliée à la stratégie nationale de mise en place de chaînes de valeur « autonomes et contrôlables ».

Jiangxi-automobile : le constructeur Geely annonce un projet de construction d'une usine de batteries électriques à Ganzhou, pour un investissement de 30 Mds CNY (3,8 Mds EUR).

Le groupe Geely a annoncé la conclusion d'un accord avec le gouvernement de Ganzhou, première ville du Jiangxi par la population (8 millions d'habitants) et deuxième par la taille du PIB (après Nanchang, capitale de la province) et le comité de gestion de la zone de développement où sera implantée l'usine pour la construction d'une usine d'une capacité de production de 42 GWh à terme. Si l'investissement sera réalisé intégralement par Geely, la production pourrait être dévolue au fabricant de batteries Farasis Energy, établi à Ganzhou et qui a conclu un accord de joint-venture pour la production de batteries avec le groupe de Hangzhou en 2020. Les ventes de NEV de Geely se sont élevées à 68 000 véhicules en 2020, en baisse de 66% par rapport à 2019. Alors que les NEV ne représentent que 4,5% des ventes totales de véhicules du groupe, cette annonce est interprétée d'une part comme une volonté pour Geely de s'assurer la maîtrise de sa chaîne d'approvisionnements, et d'autre part d'augmenter la proportion de NEV dans ses ventes.

Retour au sommaire ([ici](#))



Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage à Hong Kong atteint 7,2%

Les derniers chiffres de l'emploi font état d'un taux de chômage à 7,2% sur la période décembre-février, en hausse de 20 points de base par rapport à la période glissante précédente (novembre-janvier). Hong Kong connaît ainsi son taux de chômage le plus élevé depuis mars 2004. Le taux de sous-emploi atteint 4%. Hong Kong compte désormais 261 600 personnes en situation de chômage, pour une population active en baisse à 3,87 millions (-0,2% en glissement mensuel).

Dans une [étude](#) publiée le 9 mars, Manpower considère le marché de l'emploi hongkongais comme celui qui affiche les perspectives les plus sombres de la zone Asie pacifique. Parmi les 136 employeurs hongkongais interrogés, seuls 22% s'attendent à embaucher du personnel au cours des prochains mois, contre 24% anticipant des suppressions. Taiwan, suivie de Singapour affichent les meilleures perspectives de la région.

Secteur financier : Commerzbank et SBI annoncent leur intention de fermer leurs bureaux à Hong Kong

Au cours des dernières semaines, Commerzbank et SBI ont fait part de leur décision de quitter Hong Kong. Le choix de Commerzbank annoncé le 28 février s'inscrit dans un plan global de réduction des dépenses, la banque allemande fermant dans le même temps ses bureaux à Barcelone, au Luxembourg et en Hongrie, et supprimant 10 000 emplois à travers le monde après avoir essuyé en 2020 des pertes de 3,5 Mds USD. Les activités de marché (et notamment de vente de produits financiers) pour la zone Asie seront désormais conduites depuis les bureaux de Singapour et Dubaï.

Le conglomérat japonais SBI, propriétaire de la plus importante plateforme de brokerage en ligne du pays à lui aussi fait part de sa décision, le 7 mars de quitter Hong Kong, ce choix faisant suite selon son P.D.G. Kitao Yoshitaka, à la loi de sécurité nationale et à son impact sur l'environnement d'affaires hongkongais. SBI avait déjà fait part de son intention de quitter Hong Kong en septembre 2020, la décision du conglomérat japonais n'ayant pas été confirmée jusqu'alors.

Bourse : début d'année record pour les introductions en bourse à Hong Kong et la place financière remonte en 4^{ème} rang du classement Z/YEN Group

Avec 10,8 Mds USD levés depuis le début de l'année, les introductions en bourse connaissent un premier trimestre record à Hong Kong, et une hausse de 500% par rapport au premier trimestre 2020. Ce rythme devrait se poursuivre au cours de l'année, avec de nombreux projets d'introduction en bourse dont la plateforme de vidéo en streaming Bilibili qui pourrait lever jusqu'à 3 Mds USD, WeDoctor pour 3 Mds USD également, Tencent Music (jusqu'à 5 Mds USD) ou encore Weibo (jusqu'à 700 M USD).

Ces levées massives et particulièrement nombreuses s'expliquent notamment par le contexte sanitaire qui a largement dopé l'appétit des investisseurs pour les sociétés du secteur digital et celui de la santé. Cette tendance serait encouragée par l'évolution de la régulation en matière d'introduction en bourse à Shanghai, ainsi que par les contrôles renforcés sur les entreprises cotées aux Etats Unis.

Outre ces levées de fonds de record, la place financière hongkongaise vient de gagner un rang en 4^{ème} place du classement des centres financiers internationaux établi par le think tank britannique Z/YEN Group en partenariat avec l'institut de développement chinois de Shenzhen. Hong Kong se place après Shanghai, Londres et New York et devance notamment Singapour, Pékin et Tokyo qui passe de la 4^{ème} à la 7^{ème} place. Hong Kong avait par ailleurs été rétrogradée de 3 rangs en mars 2020 avant de regagner une place en Septembre de la même année.

Sanctions américaines : Washington ajoute 24 noms à la liste des officiels chinois et hongkongais soumis à sanctions au titre du *Hong Kong Autonomy Act*

Le Secrétaire d'Etat américain avait présenté un premier rapport au Congrès le 14 octobre 2020 en application du *Hong Kong Autonomy Act* HKAA, sanctionnant 10 personnalités accusées d'avoir contribué au non-respect par la Chine de ses obligations en vertu de la déclaration sino britannique ou de la *Basic Law*. Le 17 mars, ce rapport a été actualisé, suite au projet de réforme du système électoral hongkongais décidé le 11 mars lors du congrès national du peuple chinois NPCSC, et 24 personnes sont sanctionnées. Dans un délai de 30 à 60 jours, le Département du Trésor devra lister les institutions financières susceptibles d'être sanctionnées pour leurs liens avec ces personnalités.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao


Economie : le gouvernement de Macao a annoncé le 15 mars une 3^{ème} série de mesures de soutien économique de 3,65 Mds USD

Le programme de soutien comprend 905 M USD pour le versement d'une allocation aux macanais (1250 USD à chaque résident et 750 USD aux non-résidents), 711,2 M USD pour le soutien à la consommation des ménages (bon d'achats, subventions aux personnes âgées et programmes de voyage locaux), 43 M USD pour la formation professionnelle et 2 Mds USD pour des allègements fiscaux.

La distribution de bons d'achats s'effectuera dans la limite de 75 USD par mois et 25 USD par jour et concerner toutes les personnes résidant à Macao de mai à décembre 2021.

Casinos : consultation publique concernant le renouvellement des licences de jeux

Le Ministre de l'Economie et des Finances de Macao M. Lei Wai Nong a indiqué le 15 mars que la consultation publique sur la révision de la loi sur les jeux de Macao débutera au second semestre 2021 afin de préparer la procédure de renouvellement des 6 licences de casinos qui expireront en juin 2022.



Taiwan

Semi-conducteurs : PSMC annonce une hausse de son CA de 37% en 2020

Powerchip Semiconductor Manufacturing Corp (PSMC) a annoncé avoir réalisé en 2020 [un chiffre d'affaires de près de 46 Md TWD](#) (1,3 Md euros) et un bénéfice net de 3,8 Md TWD (110 M euros). Le groupe, [après plusieurs années de restructuration](#) (délisté de la bourse de Taiwan en avril 2012 et de nouveau côté en décembre 2020), poursuit son redressement avec une politique d'investissement et d'expansion et [l'ouverture d'une nouvelle fonderie](#) de plaquettes de 12 pouces à Miaoli, les « fab » existantes fonctionnant déjà à plein régime. Le montant de ce projet, le premier du groupe depuis 15 ans, s'élèverait à près de 280 Md TWD (8 Mds euros).

Semi-conducteurs : ASML recrute 600 ingénieurs supplémentaires à Taiwan

[Le groupe néerlandais](#) leader mondial des équipements de lithographie par rayonnement ultraviolet extrême (EUV) emploie à Taiwan 2800 personnes hautement qualifiées (10% de ses effectifs dans le monde), dont une partie est issue de la fusion avec Hermes Microvision en 2016. Fournisseur stratégique de TSMC, ASML a ouvert [un centre de formation](#) au sein du parc scientifique de Tainan en 2020. Le groupe a annoncé le recrutement de 600 ingénieurs supplémentaires à Taiwan cette année afin de répondre à la demande des grands acteurs taiwanais de l'industrie des semi-conducteurs et en particulier à celle de TSMC qui a annoncé un investissement de 28 Mds USD en 2021.

Pénurie d'eau : un plan de 160 Mds TWD sur 10 ans pour améliorer les infrastructures

Alors que Taiwan s'apprête à affronter une année difficile en termes d'approvisionnement d'eau, situation exacerbée par l'absence de typhons en 2020 et la montée en puissance de l'industrie des semi-conducteurs, l'agence de l'eau (Water Resources Agency) a annoncé un plan d'investissement de l'ordre de [160 Mds TWD sur 10 ans](#) (près de 5 Mds euros) [pour moderniser son réseau](#) (augmentation de la capacité des réservoirs, renouvellement du réseau de canalisations, mise en place d'unités de désalinisation, création de lac artificiels et forages de puits), et augmenter l'approvisionnement en eau de 1 Md m³ / an à partir de 2031. [Les grands industriels consommateurs d'eau](#), pourraient être amenés à payer plus cher leur facture, [le prix de l'eau](#) étant jusqu'ici un des plus faible d'Asie (10 TWD/m³ soit 30 centimes d'euros).

PIB : le TIER annonce une croissance économique de 4% en 2021

Selon le « [Taiwan Institute of Economic Research](#) » (TIER), la croissance de l'économie taiwanaise (3,11% en 2020) devrait atteindre 4% en 2021 grâce au rebond de l'économie mondiale, à la hausse continue des exportations et à la demande domestique. Les perspectives pour l'économie mondiale sont positives, notamment en Chine et aux États-Unis, 1^{er} et 3^{ème} partenaires commerciaux de Taiwan pour lesquels l'institut de recherches « IHS Markit » a revu ses prévisions de croissance à la hausse, à 7,6% et 5,7% respectivement. Par ailleurs, les exportations continueront à contribuer à la croissance taiwanaise grâce à une demande externe soutenue en raison du développement des réseaux 5G, de la forte demande de composants électroniques (secteur automobile notamment) et du leadership mondial de Taiwan dans l'industrie des semi-conducteurs. D'après les dernières prévisions de la DGBAS, les exportations taiwanaises augmenteraient ainsi de 9,58% à 378,4 Mds USD en 2021.

Le TIER indique également que la demande domestique contribuera également à la croissance grâce notamment aux investissements de l'industrie des semi-conducteurs et au retour des entreprises taiwanaises. Dans le cadre des [plans d'attractivité visant à encourager les entreprises taiwanaises à se relocaliser sur l'île](#), 829 projets d'investissement ont été approuvés jusqu'à début mars 2021 pour un montant total d'intentions d'investissement de 1 200 Md TWD (environ 41 Mds USD).

Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

Lors de sa dernière réunion de politique monétaire du 18 mars, la Banque centrale (CBC) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés suite à la baisse historique de mars 2020. Elle a revu à la hausse sa prévision de croissance de l'économie taiwanaise pour 2021 à 4,53% contre 3,68% annoncé en décembre 2020. La CBC anticipe un taux d'inflation (CPI) de 1,07% et de 0,77% hors énergie et fruits et légumes (Core CPI). Pour mémoire, la DGBAS anticipe dans ses dernières prévisions du 12 février, une croissance de 4,64% et un taux d'inflation de 1,33% en 2021. Dans le but d'endiguer un flux trop élevé de crédits bancaires dans le secteur immobilier et de réduire davantage le risque de crédit de ces prêts, la CBC a décidé d'introduire de nouvelles mesures de contrôle qui entrent en vigueur le 19 mars 2021.

Taux de change : Taïwan pourrait être accusée de manipuler la valeur du TWD par le Trésor US

Lors d'une audience récente au Parlement, le gouverneur de la banque centrale taiwanaise (CBC) a évoqué la [possibilité que Taïwan soit accusé par le Trésor américain de manipuler la valeur du TWD](#). Il a toutefois indiqué que l'excédent commercial taiwanais sur les USA résultait principalement des exportations de composants électroniques et que si ce scénario se confirmait, l'impact sur l'économie taiwanaise serait limité. En décembre 2020, les Etats-Unis ont inscrit Taïwan sur la liste des pays et territoires placés sous surveillance car elle remplissait deux des trois critères retenus par le Trésor américain pour qualifier un pays de manipulateur de monnaie : son excédent commercial avec les USA dépassait 20 Mds USD et celui de son compte courant 2 % du PIB. La CBC a toutefois reconnu, de façon très transparente, être intervenue à plusieurs reprises sur le marché des changes pour limiter l'appréciation du TWD. Le montant total de ces interventions s'est élevé à 39,1 Mds USD, environ 5,8% du PIB taiwanais, soit un niveau très supérieur à la limite de 2% fixée par le Trésor américain. Taïwan rempli donc les trois critères qui justifieraient des sanctions de la part du Trésor américain. [Taïwan avait déjà été inclus sur la liste du Trésor US des pays et territoires manipulateurs de monnaie en 1988 et 1992](#), et sur la liste des pays et territoires sous surveillance en 2016, 2017 et 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Commerce international : les exportations nettes en hausse sur les deux premiers mois de l'année 2021

Au cours des deux premiers mois de l'année 2021, le [chiffre d'affaires total du commerce extérieur a atteint 2,3 Mds USD](#) ; les exportations représentant 1,3 Md USD du CA et les importations 922,3 MUSD. Le chiffre d'affaires est en augmentation de 48,4% y-o-y, les exportations de 73,2% et les importations 23% par rapport à la même période en 2020.

Une augmentation des exportations de concentré de cuivre de 217,7 MUSD et des exportations de charbon de 219,4 MUSD a contribué à l'augmentation de 563,8 MUSD des revenus des exportations.

Le commerce de biens et services avec la Chine s'est élevé à 1,6 Md USD sur cette période, représentant 69,6% du chiffre d'affaires total, bien que les [exportations de charbon à destination de la Chine aient fortement chuté en février](#) en raison de la fermeture de la frontière à l'occasion du Nouvel An lunaire (la Mongolie ayant fourni 1,89 m/tonnes de charbon en février, en baisse de 18,4% comparé au moins précédent). Au cours des deux premiers mois de 2021, le commerce avec la Chine représentait 38% des importations, contre 27,9% en provenance de la Russie, et 8% du Japon 8%.

Moody's ratings : *l'agence de notation améliore ses perspectives pour la Mongolie de négatives à stables, confirmant la note B3*

L'agence [Moody's a amélioré ses perspectives de négatives à stables concernant les émissions de bons du gouvernement mongol](#), confirmant la note B3 pour l'émetteur sur le long-terme (la cote de crédit de la Mongolie ayant été dégradée par l'agence en mai 2020).

La décision de modifier les perspectives de négatives à stables reflète la position de Moody's selon laquelle les risques de liquidité et les pressions externes se sont stabilisés sur le moyen-terme, malgré des indicateurs légèrement dégradés par rapport à la situation avant crise. Les exigences d'emprunt du gouvernement sont plus importantes en raison de l'annonce de deux plans de soutien à l'économie annoncé courant 2020 et début 2021, financés principalement par une combinaison de prêts concessionnels et d'une utilisation des ressources fiscales, soulageant ainsi les pressions exercées sur les réserves en liquidités. Grâce à une reprise plus rapide qu'espérée des exportations minières, les vulnérabilités externes ont diminué et l'agence prévoit que cette tendance se maintiendra sur le court-terme. Moody's estime que le produit intérieur brut de Mongolie augmentera de six pour cent en 2021.

Reprise de l'économie : le taux d'inflation de Mongolie en hausse à 2,6% en février 2021

Le taux d'inflation de la Mongolie était de [2,6% en février 2021 selon l'office national des statistiques](#). Les prix des produits alimentaires ont augmenté de plus à 8,9% sur les deux derniers mois alors que les prix des logements, de l'eau, de l'électricité, du carburant et des transports ont diminué de 5,3%, en raison d'un plafonnement (ou de subventions gouvernementales) appliquées dans le cadre des mesures de soutien à l'économie, actées au cours des derniers mois. Depuis 20 mai 2020, le taux d'inflation a fluctué entre 2 et 3%, bien en deçà de la cible de 8% fixé par la banque central

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotté Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr